

**ORDONNANCE DE MESURES VISANT À PROTÉGER LA SANTÉ DE LA
POPULATION DANS LA SITUATION DE PANDÉMIE DE LA COVID-19, RLRQ, c. S-
2.2, r. 433-2021**

Loi sur la santé publique (RLRQ, c. S-2.2)
Édicté par: D. 433-2021, (2021) 153 G.O. II, 1451A.

[EEV : 24 mars 2021]

1. Il est ordonné, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux:

que constitue un service ou un soutien aux fins du présent décret:

- 1° un service ou un soutien requis par une personne en raison de son état de santé ou à des fins de sécurité, à des fins de soins personnels ou esthétiques, à des fins commerciales ou professionnelles, de garde d'enfant ou de personnes vulnérables, de répit, d'aide domestique, d'aide aux activités de la vie quotidienne, de tutorat ou de dispensation de cours;
- 2° un service d'entretien, de réparation ou de rénovation résidentiel;
- 3° une visite à des fins de vente ou de location de la résidence;
- 4° une visite nécessaire à l'exercice d'un travail ou d'une profession;
- 5° tout autre service ou soutien de même nature;

que, lorsque la tenue d'un registre de participants ou de clients est prévue dans le présent décret:

- 1° la personne à qui incombe cette obligation doit consigner au registre les noms, les numéros de téléphone et, le cas échéant, les adresses électroniques de tout participant ou tout client;
- 2° tout participant ou tout client soit tenu de divulguer à cette personne les renseignements nécessaires aux fins de la tenue de ce registre;
- 3° les renseignements consignés à ce registre ne puissent être communiqués qu'à une autorité de santé publique ou à une personne autorisée à agir en son nom aux fins de la tenue d'une enquête épidémiologique et ne puissent être utilisés par quiconque à une autre fin;
- 4° ces renseignements doivent être détruits 30 jours suivant leur consignation;

que les mesures suivantes s'appliquent aux territoires visés à l'annexe I:

- 1° dans une résidence privée, ce qui en tient lieu ou dans une unité d'hébergement d'un établissement d'hébergement touristique, incluant le terrain d'une telle résidence ou d'une telle unité d'hébergement, les personnes qui s'y trouvent peuvent être au maximum 10, sauf s'il s'agit des occupants d'un maximum de deux résidences privées ou de ce qui

en tient lieu;

2° malgré le paragraphe précédent, peut se trouver dans une résidence privée, ce qui en tient lieu, ou une unité d'hébergement d'un établissement d'hébergement touristique, incluant le terrain d'une telle résidence ou d'une telle unité d'hébergement, toute personne présente pour y recevoir ou y offrir un service ou un soutien, selon le cas, et qui n'en est pas un occupant;

3° un maximum de 250 personnes peuvent:

(a) faire partie de l'assistance dans un lieu de culte, une salle d'audience, une salle de cinéma ou une salle où sont présentés des arts de la scène, y compris dans les lieux de pratique et de diffusion;

(b) assister à une production ou à un tournage audio- visuel intérieur, à une captation de spectacle intérieur ou à un entraînement ou un événement sportif intérieur;

(c) se trouver dans toute autre salle louée ou une salle communautaire mise à la disposition de quiconque, dans l'une des situations suivantes:

(i) à l'occasion d'une assemblée, d'un congrès, d'une réunion ou d'un autre événement de même nature, auquel les participants assistent en demeurant assis;

(ii) aux fins d'une activité organisée:

(I) dans le cadre de la mission d'un organisme communautaire dont les activités sont liées au secteur de la santé ou des services sociaux;

(II) nécessaire à la poursuite des activités, autres que de nature événementielle ou sociale, s'inscrivant dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise ou de celles d'un établissement d'enseignement, d'un tribunal, d'un arbitre, d'une association de salariés, de professionnels, de cadres, de hors-cadre ou d'employeurs, d'un poste consulaire, d'une mission diplomatique, d'un ministère ou d'un organisme public;

4° un maximum de 50 personnes peuvent:

(a) une distance minimale de deux mètres est maintenue entre les personnes qui s'y trouvent, même lorsqu'elles demeurent à leur place et ne circulent pas, à moins:

(i) qu'il s'agisse d'occupants d'une même résidence privée ou de ce qui en tient lieu;

(ii) que l'une des personnes reçoive d'une autre personne un service ou son soutien;

(b) les personnes respectant les conditions prévues au sous-paragraphe a peuvent retirer leur couvre-visage lorsqu'elles restent silencieuses ou ne s'expriment qu'à voix basse;

que, malgré toute autre disposition contraire d'un décret ou d'un arrêté ministériel pris en

application de l'article 123 de la *Loi sur la santé publique* (chapitre S-2.2), les mesures suivantes s'appliquent aux territoires visés à l'annexe II:

1° dans une résidence privée ou ce qui en tient lieu ou dans une unité d'hébergement ou un dortoir d'un établissement d'hébergement touristique, incluant le terrain d'une telle résidence ou d'une telle unité d'hébergement, les occupants d'un maximum de deux résidences privées peuvent s'y trouver;

2° malgré le paragraphe 1°, peut se trouver dans une résidence privée, ce qui en tient lieu, ou une unité d'hébergement ou un dortoir d'un établissement d'hébergement touristique, incluant le terrain d'une telle résidence ou d'une telle unité, toute personne présente pour y recevoir ou y offrir un service ou un soutien, selon le cas, et qui n'en est pas un occupant;

3° lors d'une cérémonie funéraire ou de mariage:

(a) un maximum de 50 personnes peuvent faire partie de l'assistance;

(b) l'organisateur doit tenir un registre des participants;

4° dans un bâtiment abritant un lieu de culte:

(a) un maximum de 250 personnes peuvent faire partie de l'assistance pour l'ensemble de ce bâtiment;

(b) une distance minimale de deux mètres est maintenue entre les personnes qui s'y trouvent, même lorsqu'elles demeurent à leur place et ne circulent pas, à moins:

(i) qu'il s'agisse d'occupants d'une même résidence privée ou de ce qui en tient lieu;

(ii) que l'une des personnes reçoive d'une autre personne un service ou son soutien;

(c) les personnes respectant les conditions prévues au sous-paragraphe *b* peuvent retirer leur couvre-visage lorsqu'elles restent silencieuses ou ne s'expriment qu'à voix basse;

5° un maximum de 250 personnes peuvent faire partie de l'assistance dans une salle d'audience, sauf à l'occasion d'une cérémonie de mariage auxquels cas la limite et les conditions prévues au paragraphe 3° sont applicables;

6° il est interdit à l'exploitant d'un centre commercial de tolérer que quiconque flâne dans les aires communes d'un tel centre;

7° dans un casino, une maison de jeu, un bar, une discothèque, une microbrasserie, une distillerie, un restaurant ou une aire de restauration d'un centre commercial ou d'un commerce d'alimentation:

(a) les occupants d'un maximum de deux résidences privées ou de ce qui en tient lieu peuvent se trouver autour d'une même table;

(b) malgré le sous-paragraphe précédent, peut se trouver autour d'une table avec les personnes qui y sont visées:

(i) toute personne présente pour y offrir ou un service ou un soutien requis par une personne en raison de son état de santé ou à des fins de sécurité, le cas échéant;

(ii) toute autre personne qui nécessite ou à qui elles procurent assistance, le cas échéant;

8° en plus de ce que prévoit le paragraphe précédent, les conditions suivantes s'appliquent dans un casino, une maison de jeu, un bar, une discothèque, une microbrasserie, une distillerie ou un restaurant, sauf en ce qui concerne les clients qui y sont admis pour la réception d'une commande à emporter ou d'une commande à l'auto:

(a) l'exploitant est tenu:

(i) d'y admettre uniquement les clients pouvant établir qu'ils peuvent s'y trouver, notamment en application du huitième alinéa;

(ii) de tenir un registre de tout client admis dans son établissement;

(b) pour y être admis, un client doit divulguer à l'exploitant les renseignements nécessaires à l'application du sous-paragraphe précédent et en fournir la preuve, le cas échéant;

9° un permis autorisant la vente ou le service de boissons alcooliques pour consommation sur place ne peut être exploité que de huit à vingt-trois heures, dans les pièces et les terrasses qui y sont indiquées;

10° il est interdit de consommer des boissons alcooliques dans les pièces et les terrasses visées par un permis autorisant la vente ou le service de boissons alcooliques pour consommation sur place entre minuit et huit heures;

11° dans toute salle utilisée à des fins de restauration, autre qu'un restaurant ou qu'une aire de restauration d'un centre commercial ou d'un commerce d'alimentation, un maximum de six personnes peuvent se trouver autour d'une même table, sauf:

(a) s'il s'agit des occupants d'un maximum de deux résidences privées ou de ce qui en tient lieu;

(b) dans une cafétéria, ou ce qui en tient lieu, d'un centre de services scolaire, d'une commission scolaire ou d'un établissement d'enseignement privé lorsqu'il offre des services aux élèves de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement primaire ou secondaire de la formation générale des jeunes, et ce, pourvu qu'une distance minimale de deux mètres soit maintenue entre les élèves de groupes différents;

12° dans les cinémas et les salles où sont présentés les arts de la scène, y compris les lieux de diffusion, ainsi que pour une production, un tournage audiovisuel ou une captation de spectacle intérieur:

(a) un maximum de 250 personnes peuvent faire partie de l'assistance dans chaque salle;

(b) toute personne du public demeure assise à sa place;

(c) les personnes qui retirent leur couvre-visage conformément aux paragraphes 4°, 6° ou 8° du deuxième alinéa du décret numéro 810-2020 du 15 juillet 2020, modifié par les décrets numéros 813-2020 du 22 juillet 2020, 8852020 du 19 août 2020 et 1020-2020 du 30 septembre 2020 et par les arrêtés numéros 2020-059 du 26 août 2020 et 2020-064 du 17 septembre 2020, restent silencieuses ou ne s'expriment qu'à voix basse;

13° le public ne peut assister à un entraînement ou un événement sportif intérieur;

14° dans les spas et les saunas, l'exploitant est tenu:

(a) d'admettre uniquement les clients ayant une réservation;

(b) de tenir un registre de tout client admis dans son établissement;

15° pour la pratique des jeux de quilles, de fléchettes, de billard ou d'autres jeux de même nature, ainsi que dans les arcades et, pour leurs activités intérieures, les sites thématiques, les centres et parcs d'attractions, les centres d'amusement, les centres récréatifs et les parcs aquatiques:

(a) l'exploitant du lieu est tenu:

(i) d'y admettre uniquement les clients pouvant établir qu'ils peuvent s'y trouver, notamment en application du huitième alinéa;

(ii) d'admettre uniquement les clients ayant une réservation;

(iii) de tenir un registre de tout client admis dans son établissement;

(b) pour y être admis, un client doit divulguer à l'exploitant les renseignements nécessaires à l'application du sous-paragraphe précédent et en fournir la preuve, le cas échéant;

16° toute activité de loisir ou de sport est suspendue, à moins:

(a) qu'elle soit pratiquée dans un lieu intérieur dont les activités ne sont pas autrement suspendues, dans un contexte qui n'est pas une ligue, un tournoi ou une compétition, dans l'une des situations suivantes:

(i) avec ou sans encadrement, par les occupants d'un maximum de deux résidences privées ou de ce qui en tient lieu, pourvu qu'une distance minimale de deux mètres soit maintenue en tout temps avec toute personne qui n'est ni un occupant d'une même résidence privée ou de ce qui en tient lieu, ni une personne qui lui procure assistance;

(ii) par un groupe d'au plus 12 personnes sous la supervision constante d'une autre personne pour guider ou encadrer l'activité, pourvu qu'une distance minimale de deux mètres soit maintenue en tout temps avec toute personne qui n'est ni un occupant d'une même résidence privée ou de ce qui en tient lieu, ni une personne qui lui procure assistance;

(iii) dans le cadre d'une activité extrascolaire ou d'une sortie scolaire:

(I) par les élèves de la formation générale des jeunes d'un même groupe;

(II) par un groupe d'au plus 12 élèves de la formation générale des jeunes sous la supervision constante d'une autre personne pour guider ou encadrer l'activité pourvu qu'une distance minimale de deux mètres entre les élèves de groupes différents soit maintenue en tout temps;

(b) qu'elle soit pratiquée dans un lieu extérieur dont les activités ne sont pas autrement suspendues, dans un contexte qui n'est pas une ligue, un tournoi ou une compétition, dans l'une des situations suivantes:

(i) par les occupants d'un maximum de deux résidences privées ou de ce

qui en tient lieu ou par un groupe d'au plus 12 personnes, auxquels peut s'ajouter une autre personne pour guider ou encadrer l'activité;

(ii) dans le cadre d'une activité extrascolaire ou d'une sortie scolaire:

(I) par les élèves de la formation générale des jeunes d'un même groupe;

(II) par un groupe d'au plus 12 élèves de la formation générale des jeunes auquel peut s'ajouter une autre personne pour guider ou encadrer l'activité, pourvu que les élèves de groupes différents maintiennent une distance de deux mètres, dans la mesure du possible;

(c) qu'elle fasse partie de l'offre des programmes d'éducation physique et à la santé, de sport-études, d'art-études et de concentration sportive et autres projets pédagogiques particuliers de même nature dispensés dans le cadre des services éducatifs de la formation générale des jeunes ou de la formation générale aux adultes par un centre de services scolaire, une commission scolaire ou un établissement d'enseignement privé, pourvu qu'une distance minimale de deux mètres soit maintenue entre les élèves de groupes différents;

(d) qu'elle fasse partie de l'offre de formation en matière de loisir et de sport dans les programmes d'enseignement de niveau collégial ou universitaire;

(e) que, pour le sport professionnel ou de haut niveau, lors de l'entraînement d'une équipe-bulle, composée des athlètes et du personnel d'encadrement, et lors de la pratique de ce sport entre équipes-bulles les conditions prévues au sous-sous-paragraphe iii du sous-paragraphe a du paragraphe 4° du troisième alinéa soient respectées;

17° les occupants d'un maximum de deux résidences privées ou de ce qui en tient lieu peuvent se trouver dans tout lieu intérieur, autre qu'une résidence privée ou ce qui en tient lieu, lorsqu'il est utilisé aux fins d'y tenir une activité de nature événementielle ou sociale;

18° les occupants d'un maximum de deux résidences privées ou de ce qui en tient lieu peuvent se trouver dans tout lieu intérieur, autre qu'une résidence privée ou ce qui en tient lieu, lorsqu'il est utilisé aux fins d'y tenir une activité de nature événementielle ou sociale;

(a) un maximum de 250 personnes pour une activité organisée dans les situations suivantes:

(i) si elle s'inscrit dans le cadre de la mission d'un organisme communautaire dont les activités sont liées au secteur de la santé ou des services sociaux;

(ii) si elle est essentielle à la poursuite des activités d'un établissement d'enseignement, à l'exception de toute activité de nature événementielle ou sociale;

(iii) pour la présentation d'arts de la scène, y compris une diffusion, ainsi que pour une production, un tournage audiovisuel ou pour la captation de spectacle;

(b) un maximum de 50 personnes pour une activité organisée essentielle à la

poursuite des activités d'un tribunal, d'un arbitre, d'un ministère ou d'un organisme public ou à la tenue d'un scrutin organisé par un poste consulaire ou une mission diplomatique, à l'exception de toute activité de nature événementielle ou sociale;

(c) un maximum de 25 personnes pour une activité organisée essentielle à la poursuite des activités s'inscrivant dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise ou celles d'une association de salariés, de professionnels, de cadres, de hors-cadre ou d'employeurs, à l'exception de toute activité de nature événementielle ou sociale;

(d) pour une activité de loisir ou de sport pratiquée conformément au sous-paragraphe a du paragraphe 16°;

(e) les occupants d'un maximum de deux résidences privées ou de ce qui en tient lieu pour toute activité;

19° malgré le paragraphe précédent, la tenue d'activités à distance doit être privilégiée;

20° il est interdit d'organiser un rassemblement dans un lieu extérieur public visé au décret numéro 817-2020 du 5 août 2020 ou d'y participer, sauf dans les situations suivantes:

(a) dans le cadre des services aux élèves de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement primaire ou secondaire de la formation générale des jeunes offerts par un centre de services scolaire, une commission scolaire ou un établissement d'enseignement privé;

(b) dans le cadre d'une activité de loisir ou de sport qui s'exerce conformément au sous-paragraphe b du paragraphe 16°;

Que, malgré toute autre disposition contraire d'un décret ou d'un arrêté ministériel pris en application de l'article 123 de la *Loi sur la santé publique*, les mesures suivantes s'appliquent aux territoires visés à l'annexe III du présent décret:

1° dans une résidence privée ou ce qui en tient lieu, incluant le terrain d'une telle résidence, seuls les occupants peuvent s'y trouver;

2° dans une unité d'hébergement d'un établissement d'hébergement touristique, incluant le terrain d'une telle unité, le cas échéant, seuls les occupants d'une même résidence privée ou de ce qui en tient lieu peuvent s'y trouver;

3° malgré les paragraphes 1° et 2°:

(a) peut se trouver dans une résidence privée, ce qui en tient lieu, ou une unité d'hébergement d'un établissement d'hébergement touristique, incluant le terrain d'une telle résidence ou d'une telle unité, toute personne présente pour y recevoir ou y offrir un service ou un soutien, selon le cas, et qui n'en est pas un occupant;

(b) une personne résidant seule peut recevoir une autre personne dans sa résidence privée ou ce qui en tient lieu, incluant le terrain d'une telle résidence;

(c) lorsqu'une personne réside seule ou uniquement avec ses enfants à charge, ils peuvent former un groupe stable avec les occupants d'une seule autre résidence privée et ces personnes peuvent alors se trouver dans l'une ou l'autre des résidences privées de ces personnes ou de ce qui en tient lieu, incluant le terrain d'une telle résidence;

4° il est interdit à toute personne, entre 21h30 et 5 heures, de se trouver hors de sa résidence ou de ce qui en tient lieu ou du terrain d'une telle résidence, à moins qu'elle démontre être hors de ce lieu:

(a) pour fournir une prestation de travail ou de services professionnels nécessaire à la continuité des activités ou des services qui ne sont pas visés par une suspension en vertu d'un décret ou d'un arrêté pris en vertu de l'article 123 de la *Loi sur la santé publique*, incluant le transport des biens nécessaires à la poursuite de ces activités ou services;

(b) pour obtenir, dans une pharmacie, des produits pharmaceutiques, hygiéniques ou sanitaires, ou un service professionnel;

(c) pour recevoir des services éducatifs d'un établissement de la formation générale des adultes et de la formation professionnelle ou des services d'enseignement d'un établissement universitaire, d'un collège institué en vertu de la *Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel* (chapitre C-29), d'un établissement d'enseignement privé qui dispense des services d'enseignement collégial ou de tout autre établissement qui dispense des services d'enseignement de niveau collégial ou universitaire;

(d) pour obtenir des soins ou des services requis par son état de santé;

(e) pour la réalisation d'un don de sang ou d'autres produits biologiques d'origine humaine à Héma-Québec;

(f) pour porter assistance à une personne dans le besoin, pour fournir un service ou un soutien à une personne pour des fins de sécurité, pour assurer la garde d'un enfant ou d'une personne vulnérable, pour visiter une personne en fin de vie ou encore pour un motif d'urgence;

(g) pour se conformer à un jugement rendu par un tribunal, pour répondre à une assignation pour comparaître devant un tribunal ou pour permettre l'exercice des droits de garde ou d'accès parentaux;

(h) pour prendre un autobus assurant un service interrégional ou interprovincial, un train, un avion ou un navire assurant le service de traverse de Matane Baie-Comeau–Godbout, Harrington Harbour-Chevery, Rivière Saint-Augustin ou Île d'Entrée–Cap-aux-Meules ou le service de desserte maritime des Îles-de-la-Madeleine ou de l'Île d'Anticosti et de la Basse-Côte-Nord du réseau de la Société des traversiers du Québec, ou pour se rendre, à la suite de son trajet, à sa destination;

(i) pour obtenir, dans une station-service, un bien ou un service requis pour le bon fonctionnement d'un véhicule ou des denrées alimentaires, à l'exception des boissons alcooliques, mais uniquement dans le cadre de l'une des exceptions prévues aux sous-paragraphes a à h;

(j) pour les besoins de son chien, dans un rayon maximal d'un kilomètre autour de sa résidence ou de ce qui en tient lieu;

(k) pour accompagner une personne ayant besoin d'assistance dans l'une des situations autorisées en vertu des sous-paragraphes a à j;

5° les restaurants, les commerces de vente au détail, les entreprises de soins personnels et esthétiques, les lieux permettant la pratique d'activités culturelles, sportives, de plein air ou de loisirs dont les activités ne sont pas suspendues par un décret ou un arrêté pris

en vertu de l'article 123 de la Loi sur la santé publique ne peuvent accueillir le public entre 21h et 5h, sauf s'il s'agit d'une pharmacie ou d'une station-service;

6° entre 21h30 et 5 heures, il est interdit à une pharmacie ou à une station-service de vendre des produits ou d'offrir des services autres que ceux prévus aux sous-paragraphes *b* et *i* du paragraphe 4°;

7° le paragraphe 4° ne s'applique pas aux personnes sans-abris;

8° les activités exercées dans les lieux suivants sont suspendues:

- (a) les bars et les discothèques;
- (b) les microbrasseries et les distilleries, uniquement pour leurs services de consommation sur place de boisson;
- (c) les casinos et les maisons de jeux;
- (d) les arcades et, pour leurs activités intérieures, les sites thématiques, les centres et parcs d'attractions, les centres d'amusement, les centres récréatifs et les parcs aquatiques;
- (e) les auberges de jeunesse;
- (f) tout lieu intérieur, autre qu'une résidence privée ou ce qui en tient lieu, lorsqu'il est utilisé:
 - (i) aux fins d'y tenir une activité de nature événementielle ou sociale;
 - (ii) pour la pratique de jeux de quilles, de fléchettes, de billard ou d'autres jeux de même nature;

9° lors d'une cérémonie funéraire ou de mariage:

- (a) un maximum de 25 personnes peuvent faire partie de l'assistance;
- (b) l'organisateur doit tenir un registre des participants;

10° dans un bâtiment abritant un lieu de culte:

- (a) un maximum de 250 personnes peuvent faire partie de l'assistance pour l'ensemble de bâtiment;
- (b) une distance minimale de deux mètres est maintenue entre les personnes qui s'y trouvent, même lorsqu'elles demeurent à leur place et ne circulent pas, à moins:
 - (i) qu'il s'agisse d'occupants d'une même résidence privée ou de ce qui en tient lieu;
 - (ii) que l'une des personnes reçoive d'une autre personne un service ou son soutien;

(c) le couvre-visage porté par le public doit être un masque de procédure et être conservé en tout temps, sous réserve des exceptions prévues aux paragraphes 1°, 2° ou 4° du deuxième alinéa du dispositif du décret numéro 810-2020 du 15 juillet 2020, tel que modifié;

(d) les personnes qui retirent momentanément leur masque de procédure pour boire ou manger conformément au paragraphe 4° du deuxième alinéa du décret numéro 810-2020 du 15 juillet 2020, tel que modifié, restent silencieuses;

11° un maximum de 250 personnes peuvent faire partie de l'assistance dans une salle d'audience, sauf à l'occasion d'un mariage auquel cas la limite et les conditions prévues au paragraphe 9° sont applicables;

12° il est interdit à l'exploitant d'un centre commercial de tolérer que quiconque flâne dans les aires communes d'un tel centre;

13° dans un restaurant, dans une aire de restauration d'un centre commercial ou d'un commerce d'alimentation:

(a) peuvent se trouver autour d'une même table, selon le cas:

(i) les occupants d'une même résidence privée ou de ce qui en tient lieu;

(ii) un maximum de deux personnes, accompagnées de leurs enfants mineurs;

(b) malgré le sous-paragraphe précédent, peut se trouver autour d'une table avec les personnes qui y sont visées:

(i) toute personne présente pour y offrir ou un service ou un soutien requis par une personne en raison de son état de santé ou à des fins de sécurité, le cas échéant;

(ii) toute autre personne qui nécessite ou à qui elles procurent assistance, le cas échéant;

14° en plus de ce que prévoit le paragraphe précédent, les conditions suivantes s'appliquent dans un restaurant:

(a) l'exploitant d'un restaurant est tenu:

(i) sauf dans un service de restauration rapide, d'admettre pour consommation sur place uniquement les clients ayant une réservation;

(ii) d'admettre pour consommation sur place uniquement les clients pouvant établir qu'ils peuvent s'y trouver, notamment en application du huitième alinéa;

(iii) de tenir un registre de tout client admis dans son établissement pour consommation sur place;

(b) pour y être admis pour consommation sur place, un client doit divulguer à l'exploitant les renseignements nécessaires à l'application du sous-paragraphe précédent et en fournir la preuve, le cas échéant;

(c) toute boisson alcoolique ne peut être servie qu'en accompagnement d'aliments;

15° dans toute salle utilisée à des fins de restauration, autre qu'un restaurant ou qu'une aire de restauration d'un centre commercial ou d'un commerce d'alimentation, un maximum de six personnes peuvent se trouver autour d'une même table, sauf:

(a) s'il s'agit des occupants d'une même résidence privée ou de ce qui en tient lieu;

(b) dans une cafétéria, ou ce qui en tient lieu, d'un centre de services scolaire, d'une commission scolaire ou d'un établissement d'enseignement privé lorsqu'il offre des services aux élèves de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement primaire ou secondaire de la formation générale des jeunes, et ce, pourvu qu'une distance minimale de deux mètres soit maintenue entre les élèves de groupes différents;

16° lorsque sont présentés des arts de la scène, y compris une diffusion, dans une salle où est également servi un repas:

(a) le repas ne peut être servi en même temps que la présentation;

(b) les mesures applicables aux restaurants s'appliquent pendant le repas;

(c) les mesures applicables aux salles où sont présentés des arts de la scène, y compris les lieux de diffusion, s'appliquent pendant la présentation;

17° dans les cinémas et les salles où sont présentés les arts de la scène, y compris les lieux de diffusion ainsi que pour une production, un tournage audiovisuel ou une captation de spectacle intérieur:

(a) un maximum de 250 personnes peuvent faire partie de l'assistance dans chaque salle;

(b) toute personne du public demeure assise à sa place;

(c) le couvre-visage porté par le public doit être un masque de procédure et être conservé en tout temps, sous réserve des exceptions prévues aux paragraphes 1°, 2° ou 4° du deuxième alinéa du dispositif du décret numéro 810-2020 du 15 juillet 2020, tel que modifié;

(d) les personnes qui retirent momentanément leur masque de procédure pour boire ou manger conformément au paragraphe 4° du deuxième alinéa du décret numéro 810-2020 du 15 juillet 2020, tel que modifié, restent silencieuses;

18° le public ne peut assister à un entraînement ou un événement sportif intérieur;

19° dans les spas et les saunas, l'exploitant est tenu:

(a) d'admettre uniquement les clients ayant une réservation;

(b) de tenir un registre de tout client admis dans son établissement;

20° toute activité de loisir ou de sport est suspendue, à moins:

(a) qu'elle soit pratiquée dans un lieu intérieur dont les activités ne sont pas autrement suspendues, dans un contexte qui n'est pas une ligue, un tournoi ou une compétition, dans l'une des situations suivantes

(i) avec ou sans encadrement, seul ou avec une autre personne pourvu que, dans ce dernier cas, une distance minimale de deux mètres entre les personnes soit maintenue en tout temps;

(ii) par les occupants d'une même résidence privée ou de ce qui en tient lieu;

(iii) par un groupe d'au plus huit personnes sous la supervision constante d'une autre personne pour guider ou encadrer l'activité, pourvu qu'une distance minimale de deux mètres entre les personnes soit maintenue en tout temps avec toute personne qui n'est ni un occupant d'une même résidence privée ou de ce qui en tient lieu, ni une personne qui lui procure assistance;

(iv) dans le cadre d'une activité extrascolaire ou d'une sortie scolaire :

(I) par les élèves de la formation générale des jeunes d'un même groupe;

(II) par un groupe d'au plus huit élèves de la formation générale des jeunes sous la supervision constante d'une autre personne pour guider ou encadrer l'activité, pourvu qu'une distance minimale de deux mètres soit maintenue en tout temps entre les élèves de groupes différents;

(b) qu'elle soit pratiquée dans un lieu extérieur dont les activités ne sont pas autrement suspendues, dans un contexte qui n'est pas une ligue, un tournoi ou une compétition, dans l'une des situations suivantes:

(i) par les occupants d'une même résidence privée ou de ce qui en tient lieu ou par un groupe d'au plus 12 personnes, auxquels peut s'ajouter une autre personne pour guider ou encadrer l'activité, pourvu qu'une distance minimale de deux mètres soit maintenue en tout temps avec toute personne qui n'est ni un occupant d'une même résidence privée ou de ce qui en tient lieu, ni une personne qui lui procure assistance;

(ii) dans le cadre d'une activité extrascolaire ou d'une sortie scolaire:

(I) par les élèves de la formation générale des jeunes d'un même groupe;

(II) par un groupe d'au plus 12 élèves de la formation générale des jeunes auquel peut s'ajouter une autre personne pour guider ou encadrer l'activité, pourvu qu'une distance minimale de deux mètres soit maintenue en tout temps entre les élèves de groupes différents;

(c) qu'elle fasse partie de l'offre des programmes d'éducation physique et à la santé, de sport-études, d'art-études et de concentration sportive et autres projets pédagogiques particuliers de même nature dispensés dans le cadre des services éducatifs de la formation générale des jeunes ou de la formation générale des adultes par un centre de services scolaire, une commission scolaire ou un établissement d'enseignement privé, pourvu qu'une distance minimale de deux mètres soit maintenue entre les élèves de groupes différents;

(d) qu'elle fasse partie de l'offre de formation en matière de loisir et de sport dans les programmes d'enseignement de niveau collégial ou universitaire;

(e) que, pour le sport professionnel ou de haut niveau, lors de l'entraînement d'une équipe-bulle, composée des athlètes et du personnel d'encadrement, et lors de la pratique de ce sport entre équipes-bulles les conditions prévues au

sous-sous-paragraphe iii du sous-paragraphe a du paragraphe 4° du troisième alinéa soient respectées;

21° aucune personne ne peut se trouver dans une salle louée ou une salle communautaire mise à la disposition de quiconque, sauf dans les cas suivants:

a) un maximum de 250 personnes pour une activité organisée dans les situations suivantes:

i. si elle s'inscrit dans le cadre de la mission d'un organisme communautaire dont les activités sont liées au secteur de la santé ou des services sociaux;

ii. si elle est essentielle à la poursuite des activités d'un établissement d'enseignement, à l'exception de toute activité de nature événementielle ou sociale;

iii. pour la présentation d'arts de la scène, y compris une diffusion, ainsi que pour une production, un tournage audiovisuel ou pour la captation de spectacle;

b) un maximum de 50 personnes pour une activité organisée essentielle à la poursuite des activités d'un tribunal, d'un arbitre, d'un ministère ou d'un organisme public ou à la tenue d'un scrutin organisé par un poste consulaire ou une mission diplomatique, à l'exception de toute activité de nature événementielle ou sociale;

c) un maximum de 25 personnes pour une activité organisée essentielle à la poursuite des activités s'inscrivant dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise ou celles d'une association de salariés, de professionnels, de cadres, de hors-cadre ou d'employeurs, à l'exception de toute activité de nature événementielle ou sociale;

d) pour une activité de loisir ou de sport pratiquée conformément au sous-paragraphe a du paragraphe 20°;

22° malgré le paragraphe précédent, la tenue d'activités à distance doit être privilégiée;

23° il est interdit d'organiser un rassemblement dans un lieu extérieur public visé au décret numéro 817-2020 du 5 août 2020 ou d'y participer, sauf dans les situations suivantes:

a) dans le cadre des services aux élèves de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement primaire ou secondaire de la formation générale des jeunes offerts par un centre de services scolaire, une commission scolaire ou un établissement d'enseignement privé;

b) dans le cadre d'une activité de loisir ou de sport qui s'exerce conformément au sous-paragraphe b du paragraphe 20°;

24° pour les centres de services scolaires, les commissions scolaires et les établissements d'enseignement privés, les personnes suivantes doivent porter un couvre-visage, soit un masque ou un tissu bien ajusté qui couvre le nez et la bouche:

a) toute personne se trouvant sur un terrain utilisé par un établissement d'enseignement lorsque cet établissement offre des services aux élèves de l'enseignement secondaire de la formation générale des jeunes, sauf:

i. si elle est âgée de moins de 10 ans et qu'elle n'est pas un élève;

ii. si elle est un élève de l'éducation préscolaire ou du premier ou du deuxième cycle de l'enseignement primaire de la formation générale des jeunes;

iii. si elle y travaille ou y exerce sa profession, dans ce cas elle demeure soumise aux règles applicables en matière de santé et de sécurité du travail;

v. si elle est assise et consomme de la nourriture ou une boisson;

v. si elle présente l'une des conditions médicales suivantes:

I) elle est incapable de mettre ou de retirer un couvre-visage par elle-même en raison d'une incapacité p

II) une déformation faciale;

III) en raison d'un trouble cognitif, une déficience intellectuelle, un trouble du spectre de l'autisme ou une autre condition de santé mentale, elle n'est pas en mesure de comprendre l'obligation de porter un couvre-visage ou le port de celui-ci entraîne une désorganisation ou une détresse significative;

IV) toute autre condition médicale en raison de laquelle le port du couvre-visage est jugé préjudiciable ou dangereux, pour laquelle une attestation par un professionnel habilité à poser un diagnostic peut être exigée;

vi. si elle reçoit un soin ou bénéficie d'un service qui nécessite de l'enlever, auquel cas elle peut retirer son couvre-visage pour la durée de ce soin ou de ce service;

vii. si elle pratique une activité physique ou une autre activité qui nécessite de l'enlever, pourvu qu'une distance minimale de deux mètres soit maintenue entre toute personne;

viii. si elle est un élève de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement primaire ou secondaire de la formation générale des jeunes, de la formation professionnelle ou de la formation générale des adultes ayant des besoins particuliers liés à la parole, au langage et à la communication et un élève qui reçoit des services d'accueil et de soutien à l'apprentissage de la langue française recevant des services éducatifs et d'enseignement;

ix. lorsqu'elle interagit avec une personne visée au sous-sous-paragraphe précédent;

b) les élèves du premier et du deuxième cycle de l'enseignement primaire de la formation générale des jeunes dans tout bâtiment ou local utilisé par un établissement d'enseignement ou aux fins des programmes de sport-études, d'art-études, de concentration sportive et autres projets pédagogiques particuliers de même nature, d'activités extrascolaires ou de sorties scolaires, sauf lorsqu'ils se trouvent dans une salle où sont dispensés les services éducatifs et d'enseignement et sous réserve des exceptions prévues aux sous-sous-paragraphes iv à ix du sous-paragraphe a;

c) les élèves du troisième cycle de l'enseignement primaire de la formation générale des jeunes, en tout temps, dans tout bâtiment ou local utilisé par un établissement d'enseignement ou aux fins des programmes de sport-études, d'art-études, de concentration sportive et autres projets pédagogiques particuliers de même nature, d'activités extrascolaires ou de sorties scolaires, sous réserve des exceptions prévues aux sous-sous-paragraphes iv à ix du sous-paragraphe a;

d) les élèves de l'enseignement secondaire de la formation générale des jeunes, en tout temps, sous réserve des exceptions prévues aux sous-sous-paragraphes iv à ix du sous-paragraphe a:

i. dans tout bâtiment ou local utilisé par un établissement d'enseignement;

ii. sur tout terrain ou dans tout bâtiment ou local utilisé aux fins des programmes de sport-études,

d'art-études et de concentration sportive et autres projets pédagogiques particuliers de même nature, d'activités extrascolaires ou de sorties scolaires;

e) les élèves de la formation professionnelle et de la formation générale des adultes, dans tout bâtiment ou local utilisé par un établissement d'enseignement, sous réserve des exceptions prévues aux sous-sous-paragraphes iv à ix du sous-paragraphe a;

25° les élèves de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire de la formation générale des jeunes, de la formation générale des adultes et de la formation professionnelle qui se trouvent dans un moyen de transport scolaire doivent porter un couvre-visage en tout temps, sous réserve des exceptions prévues aux sous-sous-paragraphes iv à vi du sous-paragraphe a du paragraphe 24°;

26° pour les élèves de l'enseignement secondaire de la formation générale des jeunes, de la formation générale des adultes et de la formation professionnelle visés aux paragraphes 24° et 25°, le couvre-visage doit être un masque de procédure;

27° les établissements d'enseignement visés par une recommandation ou un ordre de la part d'une autorité de santé publique de réduire de 50% la fréquentation de l'établissement par les élèves de la 3e, de la 4e et de la 5e secondaire, à l'exception des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage qui fréquentent des écoles, des classes ou des groupes spécialisés, doivent offrir à ces élèves des services éducatifs permettant la poursuite des apprentissages à distance au plus tard deux jours à compter de la recommandation ou de l'ordonnance et, qu'à cette fin, les services d'enseignement à distance doivent être favorisés;

28° pour les établissements d'enseignement universitaire, les collèges institués en vertu de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel, les établissements d'enseignement privé qui dispensent des services d'enseignement collégial et tout autre établissement qui dispense des services d'enseignement de niveau collégial ou universitaire, les étudiants doivent porter un masque de procédure en tout temps lorsqu'ils se trouvent dans tout bâtiment ou local utilisé par l'établissement, sous réserve des exceptions prévues aux sous-sous-paragraphes iv à vii du sous-paragraphe a du paragraphe 24°;

29° pour les usagers hébergés dans une installation d'un établissement où est exploité un centre d'hébergement et de soins de longue durée, seules les visites suivantes sont autorisées:

a) celles qui sont nécessaires à des fins humanitaires ou pour obtenir des services requis par leur état de santé;

b) celles d'une personne proche aidante, lorsqu'elle comprend les risques inhérents à ses visites et s'engage à respecter les consignes recommandées par les autorités de santé publique de même que celles imposées par les responsables du milieu de vie;

30° tous les employés des entreprises, des organismes ou de l'administration publique qui effectuent des tâches administratives ou du travail de bureau continuent ces tâches en télétravail, dans leur résidence privée ou ce qui en tient lieu, à l'exception des employés dont la présence est essentielle à la poursuite des activités de l'entreprise, de l'organisme ou de l'administration publique;

31° les entreprises manufacturières, la transformation primaire et les entreprises du secteur de la construction doivent diminuer leurs activités pour ne poursuivre que celles qui sont nécessaires à l'exécution de leurs engagements;

32° toute séance publique d'un organisme municipal doit être tenue sans la présence du public, mais doit être publicisée dès que possible par tout moyen permettant de connaître la teneur des discussions entre les participants et le résultat de la délibération des membres;

33° toute procédure, autre que référendaire, qui fait partie du processus décisionnel d'un organisme municipal et qui implique le déplacement ou le rassemble de citoyens est remplacée par une consultation écrite, annoncée au préalable par un avis public, d'une durée de 15 jours;

34° aucune vente à l'enchère publique d'un immeuble pour défaut de paiement des taxes municipales ou scolaires ne peut avoir lieu, sauf si elle est tenue sans la présence du public et en utilisant des moyens permettant d'éviter le déplacement des citoyens;

35° toute séance publique d'un conseil d'établissement d'un établissement d'enseignement doit être tenue sans la présence du public mais doit être publicisée dès que possible par tout moyen permettant de connaître la teneur des discussions entre les participants et le résultat de la délibération des membres;

36° toute séance publique d'un conseil d'administration d'un centre de services scolaire ou d'un conseil des commissaires d'une commission scolaire doit être tenue sans la présence du public, mais doit être publicisée de la manière prévue au paragraphe précédent;

37° tout centre de services scolaire et toute commission scolaire dont une partie du territoire est visée à l'annexe III est visé par le paragraphe précédent;

38° toute procédure qui fait partie du processus décisionnel d'un organisme scolaire et qui implique le déplacement ou le rassemblement de personnes dans le cadre d'une assemblée de consultation est, pour les résidents des territoires visés au présent alinéa, remplacée par une consultation écrite, annoncée au préalable par un avis public, d'une durée de 15 jours;

Que, malgré toute autre disposition contraire d'un décret ou d'un arrêté ministériel pris en application de l'article 123 de la Loi sur la santé publique, les mesures suivantes s'appliquent aux territoires visés à l'annexe IV du présent décret:

1° dans une résidence privée ou ce qui en tient lieu, incluant le terrain d'une telle résidence, seuls les occupants peuvent s'y trouver;

2° dans une unité d'hébergement d'un établissement d'hébergement touristique, incluant le terrain d'une telle unité, le cas échéant, seuls les occupants d'une même résidence privée ou de ce qui en tient lieu peuvent s'y trouver;

3° malgré les paragraphes 1° et 2°:

a) peut se trouver dans une résidence privée, ce qui en tient lieu, ou une unité d'hébergement d'un établissement d'hébergement touristique, incluant le terrain d'une telle résidence ou d'une telle unité, toute personne présente pour y recevoir ou y offrir un service ou un soutien, selon le cas, et qui n'en est pas un occupant;

b) une personne résidant seule peut recevoir une autre personne dans sa résidence privée ou ce qui en tient lieu, incluant le terrain d'une telle résidence;

c) lorsqu'une personne réside seule ou uniquement avec ses enfants à charge, ils peuvent former un groupe stable avec les occupants d'une seule autre résidence privée et ces personnes peuvent alors se trouver dans l'une ou l'autre des résidences privées de ces personnes ou de ce qui en tient lieu, incluant le terrain d'une telle résidence;

4° il est interdit à toute personne, entre 21h30 et 5 heures, de se trouver hors de sa résidence ou de ce qui en tient lieu ou du terrain d'une telle résidence, à moins qu'elle démontre être hors de ce lieu:

a) pour fournir une prestation de travail ou de services professionnels nécessaire à la continuité des activités ou des services qui ne sont pas visés par une suspension en vertu d'un décret ou d'un arrêté pris en vertu de l'article 123 de la *Loi sur la santé publique*, incluant le transport des biens nécessaires à la poursuite de ces activités ou services;

b) pour obtenir, dans une pharmacie, des produits pharmaceutiques, hygiéniques ou sanitaires, ou un service professionnel;

pour recevoir des services éducatifs d'un établissement de la formation générale des adultes et de la formation professionnelle ou des services d'enseignement d'un établissement universitaire, d'un collège institué en vertu de la *Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel*, d'un établissement d'enseignement privé qui dispense des services d'enseignement collégial ou de tout autre établissement qui dispense des services d'enseignement de niveau collégial ou universitaire;

d) pour obtenir des soins ou des services requis par son état de santé;

e) pour la réalisation d'un don de sang ou d'autres produits biologiques d'origine humaine à Héma-Québec;

f) pour porter assistance à une personne dans le besoin, pour fournir un service ou un soutien à une personne pour des fins de sécurité, pour assurer la garde d'un enfant ou d'une personne vulnérable, pour visiter une personne en fin de vie ou encore pour un motif d'urgence;

g) pour se conformer à un jugement rendu par un tribunal, pour répondre à une assignation pour comparaître devant un tribunal ou pour permettre l'exercice des droits de garde ou d'accès parentaux;

h) pour prendre un autobus assurant un service interrégional ou interprovincial, un train, un avion ou un navire assurant le service de traverse de Matane Baie-Comeau–Godbout, Harrington Harbour-Chevery, Rivière Saint-Augustin ou Île d'Entrée–Cap-aux-Meules ou le service de desserte maritime des Îles-de-la-Madeleine ou de l'Île d'Anticosti et de la Basse-Côte-Nord du réseau de la Société des traversiers du Québec, ou pour se rendre, à la suite de son trajet, à sa destination;

i) pour obtenir, dans une station-service, un bien ou un service requis pour le bon fonctionnement d'un véhicule ou des denrées alimentaires, à l'exception des boissons alcooliques, mais uniquement dans le cadre de l'une des exceptions prévues aux sous-paragraphes a à h;

j) pour les besoins de son chien, dans un rayon maximal d'un kilomètre autour de sa résidence ou de ce qui en tient lieu;

k) pour accompagner une personne ayant besoin d'assistance dans l'une des situations autorisées en vertu des sous-paragraphes a à i;

5° les restaurants, les commerces de vente au détail, les entreprises de soins personnels et esthétiques, les lieux permettant la pratique d'activités culturelles, sportives, de plein air ou de loisirs dont les activités ne sont pas suspendues par un décret ou un arrêté pris en vertu de l'article 123 de la *Loi sur la santé publique* ne peuvent accueillir le public entre 21h et 5h, sauf s'il s'agit d'une pharmacie ou d'une station-service;

6° entre 21h30 et 5 heures, il est interdit à une pharmacie ou à une station-service de vendre des produits ou d'offrir des services autres que ceux prévus aux sous-paragraphes b et i du paragraphe 4°;

7° le paragraphe 4° ne s'applique pas aux personnes sans-abris;

8° les activités exercées dans les lieux suivants sont suspendues:

a) les bars et les discothèques;

b) les microbrasseries et les distilleries, uniquement pour leurs services de consommation sur place de boisson;

c) les restaurants et les aires de restauration des centres commerciaux et des commerces d'alimentation, sauf pour les livraisons, les commandes à emporter ou les commandes à l'auto;

d) les casinos et les maisons de jeux;

e) les arcades et, pour leurs activités intérieures, les sites thématiques, les centres et parcs d'attractions, les centres d'amusement, les centres récréatifs et les parcs aquatiques;

f) les auberges de jeunesse;

g) tout lieu intérieur, autre qu'une résidence privée ou ce qui en tient lieu, lorsqu'il est utilisé:

i. aux fins d'y tenir une activité de nature événementielle ou sociale;

ii. pour la pratique de jeux de quilles, de fléchettes, de billard ou d'autres jeux de même nature;

9° lors d'une cérémonie funéraire ou de mariage:

a) un maximum de 25 personnes peuvent faire partie de l'assistance;

b) l'organisateur doit tenir un registre des participants;

10° dans un bâtiment abritant un lieu de culte :

a) un maximum de 250 personnes peuvent faire partie de l'assistance pour l'ensemble de ce bâtiment;

) une distance minimale de deux mètres est maintenue entre les personnes qui s'y trouvent, même lorsqu'elles demeurent à leur place et ne circulent pas, à moins:

i. qu'il s'agisse d'occupants d'une même résidence privée ou de ce qui en tient lieu;

ii. que l'une des personnes reçoive d'une autre personne un service ou son soutien;

c) le couvre-visage porté par le public doit être un masque de procédure et être conservé en tout temps, sous réserve des exceptions prévues aux paragraphes 1°, 2° ou 4° du deuxième alinéa du dispositif du décret numéro 810-2020 du 15 juillet 2020, tel que modifié;

d) les personnes qui retirent momentanément leur masque de procédure pour boire ou manger conformément au paragraphe 4° du deuxième alinéa du décret numéro 810-2020 du 15 juillet 2020, tel que modifié, restent silencieuses;

11° un maximum de 250 personnes peuvent faire partie de l'assistance dans une salle

d'audience, sauf à l'occasion d'un mariage auquel cas la limite et les conditions prévues au paragraphe 9° sont applicables;

12° il est interdit à l'exploitant d'un centre commercial de tolérer que quiconque flâne dans les aires communes d'un tel centre;

13° dans toute salle utilisée à des fins de restauration, autre qu'un restaurant ou qu'une aire de restauration d'un centre commercial ou d'un commerce d'alimentation, un maximum de six personnes peuvent se trouver autour d'une même table, sauf:

a) s'il s'agit des occupants d'une même résidence privée ou de ce qui en tient lieu;

b) dans une cafétéria, ou ce qui en tient lieu, d'un centre de services scolaire, d'une commission scolaire ou d'un établissement d'enseignement privé lorsqu'il offre des services aux élèves de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement primaire ou secondaire de la formation générale des jeunes, et ce, pourvu qu'une distance minimale de deux mètres soit maintenue entre les élèves de groupes différents;

14° dans tout lieu intérieur ou dans tout bâtiment adjacent d'un relais de motoneige ou de quad, il est interdit à la clientèle d'y consommer un repas;

15° dans les cinémas et les salles où sont présentés les arts de la scène, y compris les lieux de diffusion, ainsi que pour une production, un tournage audiovisuel ou une captation de spectacle intérieur:

a) un maximum de 250 personnes peuvent faire partie de l'assistance dans chaque salle;

b) toute personne du public demeure assise à sa place;

c) le couvre-visage porté par le public doit être un masque de procédure et être conservé en tout temps, sous réserve des exceptions prévues aux paragraphes 1° ou 2° du deuxième alinéa du dispositif du décret numéro 810- 2020 du 15 juillet 2020, tel que modifié;

d) la consommation de nourriture et de boissons est interdite;

16° le public ne peut assister à un entraînement ou un événement sportif intérieur;

17° dans les spas et les saunas, l'exploitant est tenu:

a) d'admettre uniquement les clients ayant une réservation;

b) de tenir un registre de tout client admis dans son établissement;

18° l'exploitant d'une salle d'entraînement physique est tenu de tenir un registre de tout client admis dans son établissement;

19° toute activité de loisir ou de sport est suspendue, à moins:

a) qu'elle soit pratiquée dans un lieu intérieur dont les activités ne sont pas autrement suspendues, dans un contexte qui n'est pas une ligue, un tournoi ou une compétition, dans l'une des situations suivantes:

i. sans encadrement, par les occupants d'une même résidence privée ou de ce qui en tient lieu, seul ou avec une autre personne pourvu que, dans ce dernier cas, une distance minimale de deux mètres entre les personnes soit maintenue en tout temps;

ii. dans le cadre d'un cours auquel seuls des occupants d'une même résidence privée ou de ce qui en tient lieu y participent ou y assistent, pourvu qu'une distance minimale de deux mètres entre le formateur et les autres personnes soit maintenue en tout temps;

iii. dans le cadre d'une activité extrascolaire ou d'une sortie scolaire par les élèves de la formation générale des jeunes d'un même groupe;

b) qu'elle soit pratiquée dans un lieu extérieur dont les activités ne sont pas autrement suspendues, dans un contexte qui n'est pas une ligue, un tournoi ou une compétition, dans l'une des situations suivantes:

i. par les occupants d'une même résidence privée ou de ce qui en tient lieu ou par un groupe d'au plus huit personnes auxquels peut s'ajouter une autre personne pour guider ou encadrer l'activité, pourvu qu'une distance minimale de deux mètres soit maintenue en tout temps avec toute personne qui n'est ni un occupant d'une même résidence privée ou de ce qui en tient lieu, ni une personne qui lui procure assistance;

ii. dans le cadre d'une activité extrascolaire ou d'une sortie scolaire par les élèves de la formation générale des jeunes d'un même groupe;

c) qu'elle fasse partie de l'offre des programmes d'éducation physique et à la santé, de sport-études, d'art-études et de concentration sportive et autres projets pédagogiques particuliers de même nature dispensés dans le cadre des services éducatifs de la formation générale des jeunes ou de la formation générale des adultes par un centre de services scolaire, une commission scolaire ou un établissement d'enseignement privé, pourvu qu'une distance minimale de deux mètres soit maintenue en tout temps entre les élèves de groupes différents;

d) qu'elle fasse partie de l'offre de formation en matière de loisir et de sport dans les programmes d'enseignement de niveau collégial ou universitaire;

e) que, pour le sport professionnel ou de haut niveau, lors de l'entraînement d'une équipe-bulle, composée des athlètes et du personnel d'encadrement, et lors de la pratique de ce sport entre équipes-bulles les conditions prévues au sous-sous-paragraphe iii du sous-paragraphe a du paragraphe 4° du troisième alinéa soient respectées;

20° aucune personne ne peut se trouver dans une salle louée ou une salle communautaire mise à la disposition de quiconque, sauf dans les cas suivants:

a) un maximum de 250 personnes pour une activité organisée dans les situations suivantes:

i. si elle s'inscrit dans le cadre de la mission d'un organisme communautaire dont les activités sont liées au secteur de la santé ou des services sociaux;

ii. si elle est essentielle à la poursuite des activités d'un établissement d'enseignement, à l'exception de toute activité de nature événementielle ou sociale;

iii. pour la présentation d'arts de la scène, y compris une diffusion, ainsi que pour une production, un tournage audiovisuel ou pour la captation de spectacle;

b) un maximum de 50 personnes pour une activité organisée essentielle à la poursuite des activités d'un tribunal, d'un arbitre, d'un ministère ou d'un organisme public ou à la tenue d'un scrutin organisé par un poste consulaire ou une mission diplomatique, à l'exception de toute activité de nature événementielle ou sociale;

c) un maximum de 25 personnes pour une activité organisée essentielle à la poursuite des

activités s'inscrivant dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise ou celles d'une association de salariés, de professionnels, de cadres, de hors-cadre ou d'employeurs, à l'exception de toute activité de nature événementielle ou sociale;

d) pour une activité de loisir ou de sport pratiquée conformément au sous-paragraphe a du paragraphe 19°;

21° malgré le paragraphe précédent, la tenue d'activités à distance doit être privilégiée;

22° il est interdit d'organiser un rassemblement dans un lieu extérieur public visé au décret numéro 817-2020 du 5 août 2020 ou d'y participer, sauf dans les situations suivantes:

a) dans le cadre des services aux élèves de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement primaire ou secondaire de la formation générale des jeunes offerts par un centre de services scolaire, une commission scolaire ou un établissement d'enseignement privé;

b) dans le cadre d'une activité de loisir ou de sport qui s'exerce conformément au sous-paragraphe b du paragraphe 19°;

23° un parent qui opte pour ne pas envoyer son enfant chez son prestataire de services de garde éducatifs à l'enfance est tenu de payer sa contribution afin de conserver la place destinée à son enfant tant que son entente de services de garde est en vigueur;

24° pour les centres de services scolaires, les commissions scolaires et les établissements d'enseignement privés, les personnes suivantes doivent porter un couvre-visage, soit un masque ou un tissu bien ajusté qui couvre le nez et la bouche:

a) toute personne se trouvant sur un terrain utilisé par un établissement d'enseignement lorsque cet établissement offre des services aux élèves de l'enseignement secondaire de la formation générale des jeunes, sauf:

i. si elle est âgée de moins de 10 ans et qu'elle n'est pas un élève;

ii. si elle est un élève de l'éducation préscolaire ou du premier ou du deuxième cycle de l'enseignement primaire de la formation générale des jeunes;

iii. si elle y travaille ou y exerce sa profession, dans ce cas elle demeure soumise aux règles applicables en matière de santé et de sécurité du travail;

iv. si elle est assise et consomme de la nourriture ou une boisson;

v. si elle présente l'une des conditions médicales suivantes:

I) elle est incapable de mettre ou de retirer un couvre-visage par elle-même en raison d'une incapacité physiq

II) une déformation faciale;

III) en raison d'un trouble cognitif, une déficience intellectuelle, un trouble du spectre de l'autisme ou une autre condition de santé mentale, elle n'est pas en mesure de comprendre l'obligation de porter un couvre-visage ou le port de celui-ci entraîne une désorganisation ou une détresse significative;

IV) toute autre condition médicale en raison de laquelle le port du couvre-visage est jugé préjudiciable ou dangereux, pour laquelle une attestation par un professionnel habilité à poser un diagnostic peut être exigée;

vi. si elle reçoit un soin ou bénéficie d'un service qui nécessite de l'enlever, auquel cas elle peut retirer son couvre-visage pour la durée de ce soin ou de ce service;

vii. si elle pratique une activité physique ou une autre activité qui nécessite de l'enlever, pourvu qu'une distance minimale de deux mètres soit maintenue entre toute personne;

viii. si elle est un élève de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement primaire ou secondaire de la formation générale des jeunes, de la formation professionnelle ou de la formation générale des adultes ayant des besoins particuliers liés à la parole, au langage et à la communication ou un élève qui reçoit des services d'accueil et de soutien à l'apprentissage de la langue française recevant des services éducatifs et d'enseignement;

ix. lorsqu'elle interagit avec une personne visée au sous-sous-paragraphe précédent;

b) les élèves de l'enseignement primaire de la formation générale des jeunes, en tout temps, dans tout bâtiment ou local utilisé par un établissement d'enseignement ou aux fins des programmes de sport-études, d'art-études, de concentration sportive et autres projets pédagogiques particuliers de même nature, d'activités extrascolaires ou de sorties scolaires, sous réserve des exceptions prévues aux sous-sous-paragraphes iv à ix du sous-paragraphe a;

c) les élèves de l'enseignement secondaire de la formation générale des jeunes, en tout temps, sous réserve des exceptions prévues aux sous-sous-paragraphes iv à ix du sous-paragraphe a:

i. dans tout bâtiment ou local utilisé par un établissement d'enseignement;

ii. sur tout terrain ou dans tout bâtiment ou local utilisé aux fins des programmes de sport-études, d'art-études et de concentration sportive et autres projets pédagogiques particuliers de même nature, d'activités extrascolaires ou de sorties scolaires;

d) les élèves de la formation professionnelle et de la formation générale des adultes, dans tout bâtiment ou local utilisé par un établissement d'enseignement, sous réserve des exceptions prévues aux sous-sous-paragraphes iv à ix du sous-paragraphe a;

25° les élèves de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire de la formation générale des jeunes, de la formation générale des adultes et de la formation professionnelle qui se trouvent dans un moyen de transport scolaire doivent porter un couvre-visage en tout temps, sous réserve des exceptions prévues aux sous-sous-paragraphes iv à vi du sous-paragraphe a du paragraphe 24°;

26° pour les élèves de l'enseignement secondaire de la formation générale des jeunes, de la formation générale des adultes et de la formation professionnelle visés aux paragraphes 24° et 25°, le couvre-visage doit être un masque de procédure;

27° les établissements d'enseignement doivent réduire de 50% le nombre d'heures consacrées aux services éducatifs en classe à l'égard de chacun de leurs élèves de la 3^e, de la 4^e et de la 5^e secondaire; des services éducatifs à distance doivent être dispensés à ces élèves pour poursuivre l'atteinte des objectifs des programmes d'études et, à cette fin, les services d'enseignement à distance doivent être favorisés;

28° le paragraphe précédent ne s'applique pas aux élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage qui fréquentent des écoles, des classes ou des groupes spécialisés;

° pour les établissements d'enseignement universitaire, les collèges institués en vertu de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel, les établissements d'enseignement

privé qui dispensent des services d'enseignement collégial et tout autre établissement qui dispense des services d'enseignement de niveau collégial ou universitaire, les étudiants doivent porter un masque de procédure en tout temps lorsqu'ils se trouvent dans tout bâtiment ou local utilisé par l'établissement, sous réserve des exceptions prévues aux sous-sous-paragraphe iv à vii du sous-paragraphe a du paragraphe 24°;

30° pour les établissements d'enseignement universitaire, les collèges institués en vertu de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel, les établissements d'enseignement privé qui dispensent des services d'enseignement collégial et tout autre établissement qui dispense des services d'enseignement de niveau collégial ou universitaire, la fréquentation des locaux est limitée à 50 % de la capacité d'accueil lors des activités d'enseignement autres que les activités pratiques et d'évaluation;

31° pour les usagers hébergés dans une installation d'un établissement où est exploité un centre d'hébergement et de soins de longue durée, pour les usagers pris en charge par une ressource intermédiaire ou une ressource de type familial du programme de soutien à l'autonomie des personnes âgées ou pour les résidents des résidences privées pour aînées, seules les visites suivantes sont autorisées:

a) celles qui sont nécessaires à des fins humanitaires ou pour obtenir des soins ou des services requis par leur état de santé;

b) celles d'une personne proche aidante, lorsqu'elle comprend les risques inhérents à ses visites et s'engage à respecter les consignes recommandées par les autorités de santé publique de même que celles imposées par les responsables du milieu de vie;

32° tous les employés des entreprises, des organismes ou de l'administration publique qui effectuent des tâches administratives ou du travail de bureau continuent ces tâches en télétravail, dans leur résidence privée ou ce qui en tient lieu, à l'exception des employés dont la présence est essentielle à la poursuite des activités de l'entreprise, de l'organisme ou de l'administration publique;

33° les entreprises manufacturières, la transformation primaire et les entreprises du secteur de la construction doivent diminuer leurs activités pour ne poursuivre que celles qui sont nécessaires à l'exécution de leurs engagements;

34° toute séance publique d'un organisme municipal doit être tenue sans la présence du public, mais doit être publicisée dès que possible par tout moyen permettant de connaître la teneur des discussions entre les participants et le résultat de la délibération des membres;

35° toute procédure, autre que référendaire, qui fait partie du processus décisionnel d'un organisme municipal et qui implique le déplacement ou le rassemblement de citoyens est remplacée par une consultation écrite, annoncée au préalable par un avis public, d'une durée de 15 jours;

36° aucune vente à l'enchère publique d'un immeuble pour défaut de paiement des taxes municipales ou scolaires ne peut avoir lieu, sauf si elle est tenue sans la présence du public et en utilisant des moyens permettant d'éviter le déplacement des citoyens;

37° toute séance publique d'un conseil d'établissement d'un établissement d'enseignement doit être tenue sans la présence du public mais doit être publicisée dès que possible par tout moyen permettant de connaître la teneur des discussions entre les participants et le résultat de la délibération des membres;

38° toute séance publique d'un conseil d'administration d'un centre de services scolaire ou d'un

conseil des commissaires d'une commission scolaire doit être tenue sans la présence du public, mais doit être publicisée de la manière prévue au paragraphe précédent;

39° tout centre de services scolaire et toute commission scolaire dont une partie du territoire est visée à l'annexe IV est visé par le paragraphe précédent;

40° toute procédure qui fait partie du processus décisionnel d'un organisme scolaire et qui implique le déplacement ou le rassemblement de personnes dans le cadre d'une assemblée de consultation est, pour les résidents des territoires visés au présent alinéa, remplacée par une consultation écrite, annoncée au préalable par un avis public, d'une durée de 15 jours;

Que le présent décret n'ait pas pour effet d'empêcher l'approvisionnement en biens et services de première nécessité, dans un contexte d'urgence ou consécutivement à un sinistre, ni la prestation de services de santé ou de services sociaux;

Que les règles applicables dans un territoire continuent de s'appliquer aux résidents de ce territoire lorsqu'ils se déplacent dans un territoire où les règles applicables sont moins sévères que celles applicables sur le territoire où ils résident et qu'ils ne puissent fréquenter un lieu dont les activités y sont suspendues, le cas échéant;

Qu'il soit interdit à quiconque :

1° d'admettre dans tout lieu dont il a le contrôle un nombre de personnes supérieur au nombre maximal de personnes pouvant s'y trouver en vertu du présent décret;

2° de se trouver dans un lieu lorsque le nombre maximal de personnes pouvant s'y trouver en vertu du présent décret est dépassé;

3° de se trouver dans un lieu dont les activités sont suspendues en vertu du présent décret;

Que, malgré le paragraphe 3° de l'alinéa précédent, une personne puisse se trouver dans un tel lieu pour y exercer une activité n'ayant pas été autrement suspendue par tout décret ou arrêté ou en bénéficiant;

Que le dispositif du décret numéro 689-2020 du 25 juin 2020, modifié par les décrets numéros 817-2020 du 5 août 2020, 885-2020 du 19 août 2020, 943-2020 du 9 septembre 2020 et 1020-2020 du 30 septembre 2020 et par les arrêtés numéros 2020-051 du 10 juillet 2020, 2020-053 du 1er août 2020, 2020-059 du 26 août 2020 et 2021-013 du 13 mars 2021, soit de nouveau modifié:

1° par l'ajout à la fin du paragraphe 2° du troisième alinéa, de «sauf s'il s'agit des occupants d'un maximum deux résidences privées ou de ce qui en tient lieu»;

2° par la suppression du paragraphe 1° du quatorzième alinéa;

Que les paragraphes 1° et 2° du premier alinéa du dispositif de l'arrêté numéro 2020-059 du 26 août 2020 soient abrogés;

Que le dispositif du décret numéro 885-2020 du 19 août 2020, modifié par le décret numéro 943-2020 du 9 septembre 2020, soit de nouveau modifié par la suppression du quatrième alinéa;

Que le présent décret remplace le décret numéro 102-2021 du 5 février 2021, modifié par les arrêtés numéros 2021-008 du 20 février 2021, 2021-009 du 25 février 2021, 2021-010 du 5 mars 2021, 2021-013 du 13 mars 2021, 2021-015 du 16 mars 2021 et 2021-016 du 19 mars 2021;

Que le ministre de la Santé et des Services sociaux soit habilité à ordonner toute modification ou toute précision relative aux mesures prévues par le présent décret;

Annexe I – Territoires en zone verte

Région sociosanitaire du Nunavik

Région sociosanitaire des Terres-cries-de-la-Baie-James

Annexe II – Territoires en zone jaune

Région sociosanitaire de la Côte-Nord;

Région sociosanitaire du Nord-du-Québec;

Région sociosanitaire de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine.

Annexe III – Territoires en zone orange

Région sociosanitaire du Bas-Saint-Laurent;

Région sociosanitaire du Saguenay—Lac-Saint-Jean;

Région sociosanitaire de la Capitale-Nationale;

Région sociosanitaire de la Mauricie et Centre-du-Québec;

Région sociosanitaire de l'Estrie;

Région sociosanitaire de l'Outaouais;

Région sociosanitaire de l'Abitibi-Témiscamingue;

Région sociosanitaire de Chaudière-Appalaches.

Annexe IV – Territoires en zone rouge

Région sociosanitaire de Montréal;

Région sociosanitaire de Laval;

Région sociosanitaire de Lanaudière;

Région sociosanitaire des Laurentides;

Région sociosanitaire de la Montérégie.